

pays non nucléaires, plus particulièrement à celles des pays non alignés ou neutres, ceux du tiers-monde s'étant principalement affirmés dans ce contexte.

À la conférence de 1975, 57 des 96 pays ayant adhéré au Traité jusqu'alors étaient présents. Tous les États non nucléaires soutinrent avoir satisfait pleinement à leurs engagements aux termes du NPT, mais les pays non alignés accusèrent les puissances nucléaires d'avoir manqué aux leurs. Les pays non alignés firent valoir que ces dernières n'avaient pas respecté les clauses du Traité concernant la cessation de la course aux armements nucléaires et la coopération en faveur de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Ils formulèrent alors diverses propositions et demandes, dont les principales sont énumérées ci-après : a) qu'on mette fin aux essais nucléaires souterrains, en les suspendant d'abord pendant un certain temps; b) qu'on réduise sensiblement les arsenaux nucléaires; c) que les puissances nucléaires s'engagent à ne pas employer ou à ne pas menacer d'employer des armes nucléaires contre les pays non nucléaires parties au Traité; et d) que les puissances nucléaires aident les pays en développement à utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques. Plusieurs des pays non nucléaires alliés des États-Unis ou de l'Union soviétique accueillirent favorablement les propositions des pays non alignés, et l'on réussit à obtenir un fragile consensus à l'égard d'une Déclaration dans laquelle les puissances nucléaires promettaient de s'efforcer davantage de satisfaire aux exigences des États non nucléaires. Tout en souscrivant à ce document, les pays non alignés y annexèrent une "interprétation paraphée" pour réaffirmer leurs propositions initiales et dire qu'ils liraient la Déclaration à la lumière de ces propositions. Ainsi donc, la Déclaration obtenue par consensus s'assortissait de sérieuses réserves de la part des groupes d'États les plus nombreux.

En 1980, 75 des 115 parties au Traité assistèrent à la conférence d'examen. Au moment où elle fut convoquée, les puissances nucléaires n'avaient satisfait à aucune des exigences des pays non alignés, et ces derniers étaient particulièrement mécontents du fait que les États nucléaires ne s'étaient pas du tout souciés d'arrêter la prolifération verticale des engins atomiques.

Les pays non alignés étaient disposés à conclure une entente sur la coopération internationale pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, coopération qui était prévue dans l'article V du Traité, et sur les garanties mentionnées dans l'article III. Afin de faciliter l'approvisionnement en matières, en équipement et en technologie nucléaires, ils étaient prêts à envisager la création de centres régionaux de cycle du combustible nucléaire qui se chargeraient d'offrir bon nombre des services nécessaires aux

programmes nucléaires à but pacifique. Mentionnons notamment une banque internationale de combustible où l'on entreposerait l'uranium naturel et enrichi ainsi que les tiges de combustible; un régime propre au plutonium international pour traiter le combustible épuisé et stocker le plutonium produit; la gestion et l'entreposage du combustible épuisé et des déchets hautement radioactifs. Les pays non alignés demandaient aussi que l'AIEA assujettissent à des garanties internationales toutes les matières, les activités et les installations nucléaires dans tous les pays non nucléaires. Un consensus sur toutes ces questions était facilement accessible.

Les pays non alignés accordaient cependant beaucoup plus d'importance à l'arrêt et au renversement de la course aux armements nucléaires, deux aspects qui faisaient l'objet du Préambule et de l'article VI du Traité. Mais les puissances nucléaires, dirigées en cela par les États-Unis, refusèrent tout compromis quant aux mesures de limitation des armes nucléaires, et elles n'acceptèrent même pas que la Conférence du désarmement mît tout de suite sur pied un groupe de travail qui aurait commencé à négocier un traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires. C'est pourquoi il ne fut pas possible d'en arriver à un consensus général, et la conférence se solda par un échec, sans qu'aucune déclaration finale fût signée ni même que les parties eussent officiellement réaffirmer leur appui en faveur du NPT.

SITUATION À L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE D'EXAMEN DE 1985

À l'époque de la troisième conférence d'examen, l'avenir du NPT était on ne peut plus sombre. Les tensions internationales s'étaient aggravées au cours des cinq années précédentes, et la course aux armements nucléaires progressait à un rythme plus effarant que jamais. En vertu de l'article VI, les puissances nucléaires s'étaient engagées à "poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire"; mais on était bien loin de cet idéal : les négociations sur l'adoption de plusieurs mesures de limitation des armements nucléaires avaient été suspendues, ou bien étaient dans l'impasse, et pour la première fois depuis la signature du Traité, aucun progrès n'avait été accompli sur la voie du désarmement nucléaire pendant les cinq années antérieures. Les négociations trilatérales entre les États-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni au sujet de l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires avaient été interrompues en 1980, et les États-Unis refusaient de les reprendre ou d'amorcer des pourparlers multilaté-